

L'OPINION PUBLIQUE ET L'EUROPE DE LA DEFENSE

Philippe Manigart
Chaire de Sociologie
Ecole Royale Militaire
Belgique

Avril 2001

Communication préparée pour le symposium "Opinion publique et Europe de la Défense: convergence ou divergence ?" organisé à l'initiative d'André Flahaut, Ministre de la Défense, à Bruxelles, les 3 et 4 avril 2001.

1 INTRODUCTION

Dans le long processus de construction d'une politique de sécurité et de défense commune, l'opinion publique représente une variable stratégique de première importance. Sans son soutien, il est en effet vraisemblable que des progrès substantiels seront difficiles à réaliser. Comme le note Dalton (1988: 2), la perception du public définit généralement les limites acceptables à l'intérieur desquelles les élites politiques doivent résoudre les différents problèmes politiques. Certes, comme le soulignait déjà le politologue V.O. Key Jr,¹ dans certains domaines, l'opinion peut se montrer permissive et dans d'autres, plus directive. Si, dans le passé, la marge de manœuvre des dirigeants politiques était probablement plus importante dans le domaine de la défense,² ces dernières années, les médias et l'opinion publique sont devenus, dans ce domaine également, des acteurs dont il faut tenir compte,³ en particulier lors de situations de crise, comme les exemples de l'ex-Yougoslavie et du Kosovo en particulier le montrent clairement.

C'est pourquoi il est vital de connaître l'opinion des Européens à l'égard d'une politique de sécurité et de défense commune. Dans quelle mesure partagent-ils l'objectif d'une plus grande intégration dans ce domaine ? Afin de pouvoir répondre à cette question et dans la perspective de la prochaine présidence belge de l'Union européenne, le Ministre belge de la défense, André Flahaut, décida de mener une large enquête comparative dans les 15 pays de l'Union européenne. A cette fin et afin de maximiser les synergies, il fut décidé de demander à la Commission européenne de pouvoir insérer huit questions sur ce thème dans l'Eurobaromètre de l'automne 2000.

Ces questions peuvent être regroupées en trois grands thèmes:

1. Quelques variables contextuelles qui, au niveau des opinions publiques nationales, peuvent influencer le débat en cette matière (craintes, rôles assignés à l'armée, confiance dans les institutions en général et l'armée en particulier)
2. La manière dont la politique de sécurité et de défense commune devrait être organisée (soutien, niveau et modes de décision)
3. La mise sur pied d'une armée européenne (rôles et forme).

¹ Cité dans C. Glynn and al. (1999: 306).

² Voir notamment Rokkan (1960) et P. Manigart (1986).

³ Voir notamment Boëne et Dandeker (2000) et Shaw (1991: 184-90 et 1996).

Le but de cet article est de présenter une première analyse, essentiellement descriptive, des résultats de cette enquête, la première qui ait été réalisée à une échelle européenne sur ce sujet. Des analyses plus approfondies feront l'objet d'un rapport technique final sur *L'opinion des Européens sur la politique de sécurité et de défense commune*.

2 FICHE TECHNIQUE DE L'ENQUETE

Pour cette étude sur les perceptions des Européens à l'égard d'une Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESC), huit questions "fermées", la plupart à items multiples, ont été insérées dans la vague 54.1 de l'Eurobaromètre qui a été menée entre le 14 novembre et le 19 décembre 2000 par l'*European Opinion Research Group*, un consortium d'agences d'étude de marché et d'opinion publique, constitué d'INRA (Europe) et de GfK Worldwide.

Les sondages Eurobaromètres sont réalisés 2 à 5 fois par an depuis 1973 à la demande de la Commission européenne, Direction générale de l'Education et de la Culture, Centre pour le citoyen – Analyse de l'opinion publique.⁴ Ils consistent en un ensemble identique de questions posées, dans chacun des pays de l'Union européenne, à des échantillons représentatifs de la population nationale âgée de quinze et plus. Au total, 15.900 personnes ont été interrogées, soit environ 1.000 personnes par pays, sauf au Luxembourg (600), en Allemagne (2.000: 1.000 dans la partie Ouest et 1.000 dans la partie Est) et au Royaume-Uni (1.300: 1.000 en Grande-Bretagne et 300 en Irlande Nord).⁵

Les chiffres relatifs à l'Union dans son ensemble (UE 15), qui figurent dans ce rapport, sont une moyenne pondérée des chiffres nationaux. Pour chaque pays, la pondération utilisée est la part de la population nationale de plus de 15 ans au sein de la population communautaire correspondante.

Afin de ne pas alourdir la lecture et dans la mesure où les intervalles de confiance varient, en moyenne, entre +/- 1,9 % et +/- 3,1 %, tous les pourcentages présentés sont des pourcentages arrondis. Les pourcentages compris entre 0,5 et 0,9 sont arrondis vers le haut; ceux entre 0,1 et 0,4 vers le bas. Un pourcentage de 0 ne signifie donc pas nécessairement qu'aucun répondant ne se trouve dans cette catégorie, mais qu'il est inférieur à 0,5 %.

⁴ Depuis cette année, le secteur Opinion Publique dépend du Service Presse et Communication de la Commission européenne.

⁵ Pour plus de détails, voir les spécifications techniques en annexe.

3 LES RESULTATS

3.1 LE CONTEXTE

Avant de voir ce que pensent les Européens d'une politique de sécurité et de défense commune, il a semblé intéressant de mesurer quelques paramètres pouvant influencer ou expliquer leurs attitudes. Parmi les nombreux paramètres possibles, nous en avons retenu trois qui nous semblaient particulièrement pertinents par rapport à l'objet de l'enquête. Il s'agit des dangers que craignent les Européens, des rôles de l'armée en général et de la confiance dans les institutions en général et de l'armée en particulier.⁶

3.1.1 LES CRAINTES DES EUROPEENS

Le nouvel environnement géostratégique, né de la fin de la guerre froide, peut être caractérisé par une plus grande complexité et une plus grande incertitude par rapport au monde bipolaire et aux certitudes relatives des décades précédentes. Il n'y a plus de menaces clairement identifiables, mais bien une multitude de risques et de dangers.⁷ C'est ce qui fait dire à certains auteurs que nous vivons dans une "ère de complexité de risques."⁸ Comment les Européens perçoivent-ils cette diversité de risques. C'était l'objet de la première question que nous leur avons posée.⁹

Comme le montre le graphique 1, les trois choses que craignent le plus les Européens sont des risques non militaires, à savoir le crime organisé (77 %), un accident dans une centrale nucléaire (75 %) et le terrorisme (74 %). A l'opposé, les trois risques les moins souvent cités (mais tout de même par plus de quatre répondants sur dix) sont un conflit nucléaire en Europe (44 %), une guerre conventionnelle en Europe (45 %) et une guerre mondiale (45 %). On remarquera à ce propos qu'il s'agit là de trois types de conflits militaires impliquant directement (explicitement ou implicitement) les nations européennes sur leur territoire.

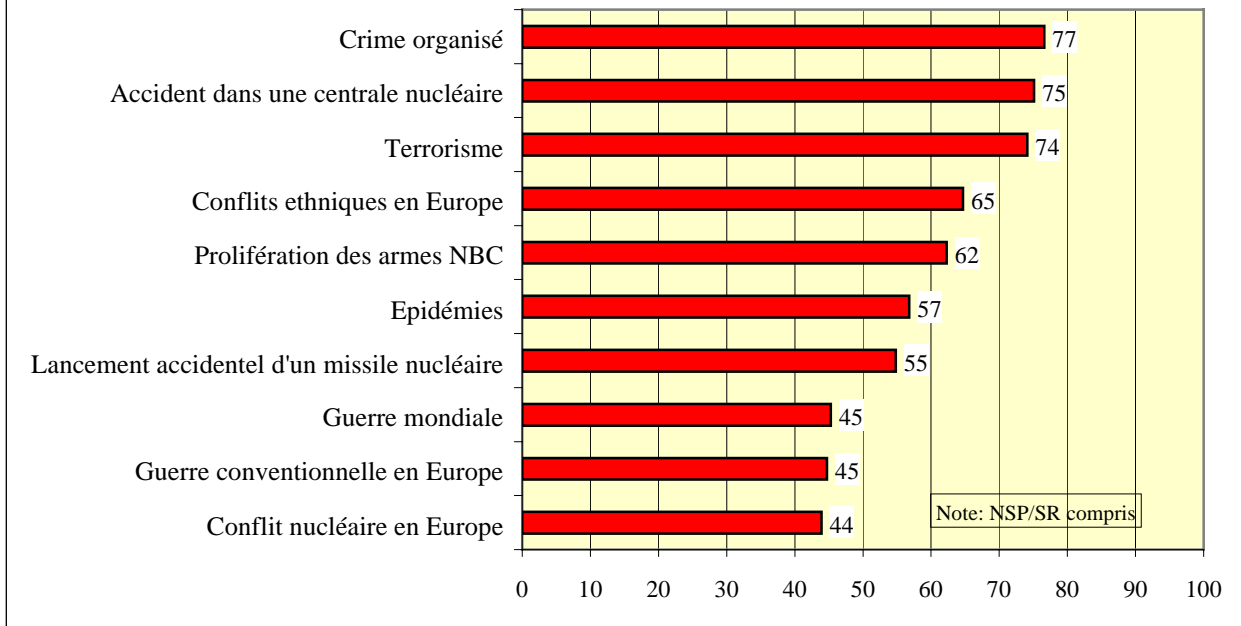
⁶ Dans ce chapitre, par manque de place, on n'analysera pas plus avant l'influence de ces facteurs sur les opinions des répondants concernant la politique de sécurité et de défense commune. Ces analyses seront développées dans le rapport technique final.

⁷ Il convient de faire une distinction entre risque, menace et danger. Dandeker (2000: 108) définit un risque comme des capacités qui ont la potentialité de porter atteinte à notre sécurité. Les menaces apparaissent quand ces capacités se conjuguent à une intention de faire du mal. Par danger enfin, il entend des capacités qui ont une forte probabilité de causer des dégâts, mais sans nécessairement qu'il y ait une intention hostile, soit par la négligence de certains acteurs, soit à la suite des conséquences inattendues d'actions sociales.

⁸ Voir, par exemple, Dandeker (1999).

⁹ La question était: "Voici une liste de choses que certaines personnes disent craindre. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si, personnellement, vous la craignez ou non ?"

Graphique 1: Les craintes des Européens par rapport à un certain nombre de menaces (% "craignent" EU 15)



Si l'on s'intéresse maintenant aux différences de perceptions entre les différents pays membres, on constate une assez grande convergence. Dans 11 pays sur 15 en effet, on retrouve les trois mêmes risques en tête, mais dans un ordre parfois différent (crime organisé, accident dans une centrale nucléaire et terrorisme). Au Danemark, aux Pays-Bas et en Suède, les conflits ethniques en Europe sont cités dans le trio de tête. Le Portugal est le seul pays de l'Union européenne où la crainte d'épidémies figure en deuxième position.¹⁰

De même, dans 11 pays sur 15, on retrouve les trois mêmes risques en queue de peloton, mais, de nouveau, dans un ordre parfois différent (conflit nucléaire en Europe, guerre conventionnelle en Europe et guerre mondiale). Dans trois pays (le Danemark, l'Autriche et la Suède), les épidémies figurent dans le tiercé des risques les moins souvent cités.

Enfin, on remarquera que, si l'ordre des craintes est assez similaire dans les différents pays membres, le niveau moyen de craintes varie, lui, significativement selon le pays. Sur une échelle allant de 0 (aucun risque cité)¹¹ à 10 (les 10 risques cités), les moyennes nationales varient en effet entre un minimum de 4,50 en Finlande et un maximum de 7,85 au Portugal.

¹⁰ Il est important de rappeler que cette enquête a été réalisée bien avant l'épidémie de fièvre aphteuse qui s'est déclarée en février 2001.

¹¹ C-à-d réponse "ne craint pas" ou "ne sait pas".

Les jeunes de 15-24 ans sont significativement moins nombreux que leurs aînés à craindre une guerre conventionnelle en Europe (41 %). Ceux qui en ont le plus peur sont les personnes de 55 ans et plus (46 %), c-à-d celles qui ont vécu ou sont nées pendant la dernière guerre conventionnelle que l'Europe ait connue. En fait, on observe que la crainte des risques, quels qu'ils soient, tend à augmenter avec l'âge. Autrement dit, plus on est âgé, plus on aura tendance à dire que l'on craint ces différentes menaces. A l'inverse, plus on est instruit, moins on tend à avoir peur des différents risques repris dans la liste. C'est surtout vrai en ce qui concerne les risques militaires; en ce qui concerne les risques non militaires, la relation est moins forte. Enfin, les Européennes sont systématiquement plus nombreuses que les Européens à craindre les différents risques mentionnés, particulièrement les risques militaires.

3.1.2 LES ROLES DE L'ARMEE

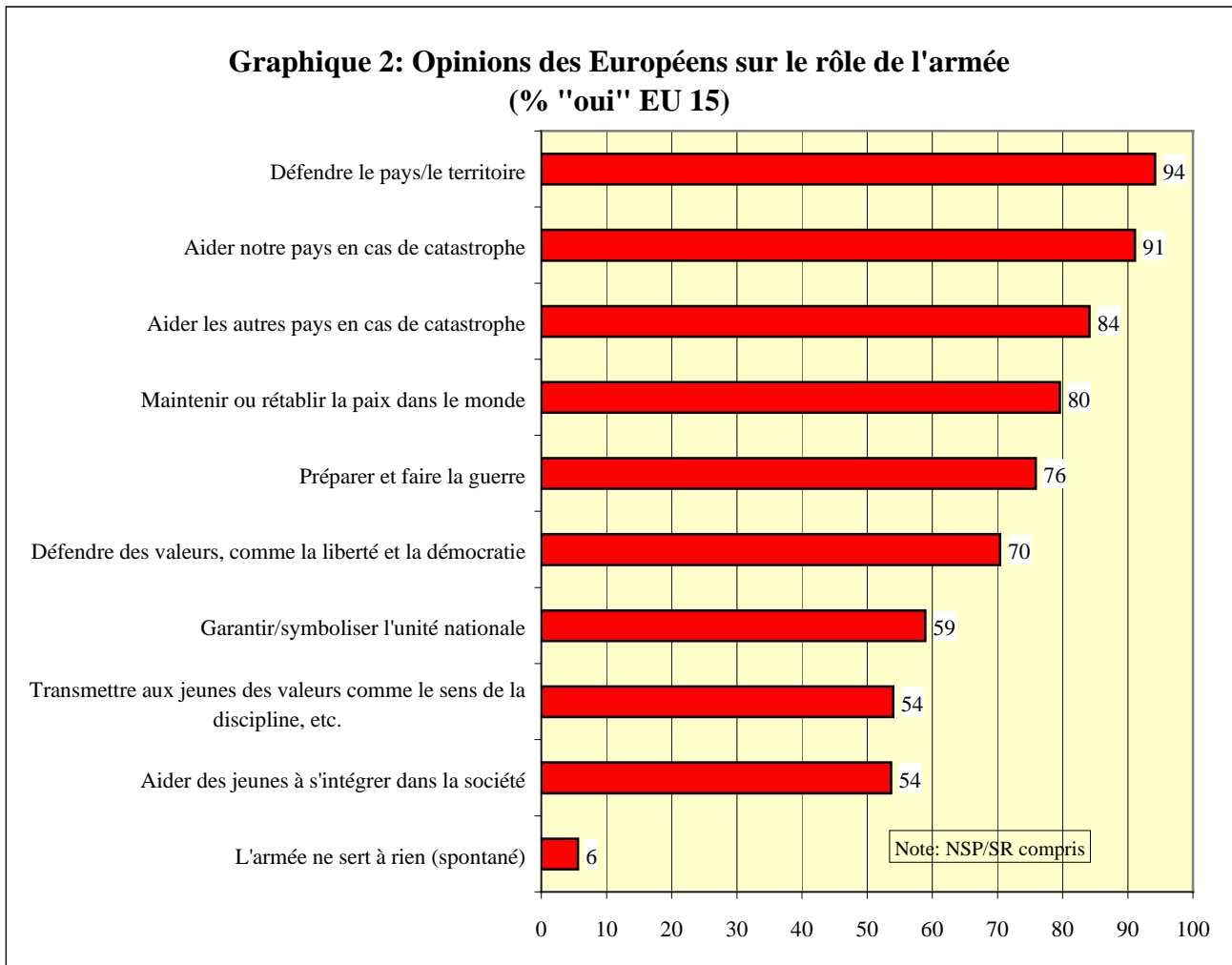
Jusqu'il y a peu, la menace d'une invasion ennemie était une réelle possibilité contre laquelle il fallait se défendre. La situation actuelle est assez différente. Nous vivons, selon Dandeker (2000: 108), dans une ère de "paix violente" instable. La caractéristique de l'après-guerre froide est en effet que la menace militaire est devenue moins directe et plus floue. Certes, une guerre conventionnelle n'est pas devenue tout à fait impossible ou inimaginable; la défense du territoire reste même la justification ultime de forces armées nationales. Il n'empêche que, à court et moyen terme à tout le moins, ce n'est plus le scénario d'engagement le plus probable.

D'une part, les guerres inter-étatiques tendent à être progressivement remplacées par des conflits intra-étatiques, dans lesquelles les frontières nationales ne jouent plus un rôle central. Les conflits ethniques, la menace terroriste mais aussi celle posée par les nouvelles mafias deviendront probablement les exemples typiques de conflits postmodernes, conflits auxquels les organisations militaires traditionnelles sont souvent assez mal préparées.¹² D'autre part, la défense des valeurs démocratiques de base et des Droits de l'Homme fait de plus en plus partie de la "sécurité" telle que nous la concevons.

Face à cette multitude de risques et dangers et avec une définition de la sécurité plus large, mais en l'absence d'une menace clairement identifiée, se pose alors la question des rôles et des

¹² Mary Kaldor (1999: 1-9) appelle ces nouveaux types de conflits les "nouvelles guerres" par opposition aux "anciennes guerres" (entre Etats).

missions des forces armées. Quels peuvent être, selon les Européens, ces rôles ? C'était l'objet de la deuxième question qui leur a été posée.¹³



Ainsi qu'il ressort du graphique 2, la défense du pays reste le rôle le plus souvent cité par les répondants (94 %). Mais, immédiatement après avec 91 % de citations, vient un rôle non militaire, à savoir l'aide à la nation en cas de catastrophe (naturelle, écologique ou nucléaire). L'aide à d'autres pays (en cas de catastrophe naturelle, écologique, nucléaire ou pour lutter contre la famine, déminer, etc.) est citée par plus de huit répondants sur dix (84 %). La mission qui, ces dernière années, est sans conteste devenue quantitativement la plus importante et qui est aussi typique des armées postmodernes, à savoir maintenir ou rétablir la paix, est, quant à elle, citée par huit Européens sur dix. Sept Européens sur dix estiment que la défense des valeurs comme la liberté et la démocratie est également un rôle de l'armée. On notera que des rôles plus

¹³ La question était: "Pour chacune des fonctions possibles suivantes de l'armée, pouvez-vous me dire si, personnellement, vous pensez qu'elle sert à cela ou non ?"

traditionnels de l'armée, quoique non militaires, à savoir garantir/symboliser l'unité nationale, transmettre aux jeunes certaines valeurs ou les aider à s'intégrer dans la société (l'armée comme école de la nation) sont nettement moins souvent cités (quoique les pourcentages restent supérieurs à 50 %). Enfin, il faut remarquer que 6 % des personnes interrogées ont répondu spontanément que l'armée ne servait à rien.

A l'exception de l'Espagne et du Luxembourg, la défense du pays arrive partout en tête des citations avec des pourcentages supérieurs à 90 %. Vient ensuite l'aide à la nation en cas de catastrophe. En Espagne et au Luxembourg, l'aide à la nation et l'aide à d'autres pays occupent les deux premières places. Le Royaume-Uni est le seul pays des quinze où la fonction traditionnelle d'une armée, à savoir préparer et faire la guerre, arrive en deuxième position avec 93 % de citations. C'est de plus le seul pays, avec la Grèce, où le pourcentage est supérieur à 90 %. Préparer et faire la guerre est particulièrement peu cité en Suède (38 %), au Luxembourg (41 %) et en Autriche (52 %), où ce rôle arrive même en dernière position. On remarquera que deux des ces pays (la Suède et l'Autriche) avaient une politique de neutralité pendant la guerre froide (en fait en ce qui concerne la Suède depuis bien plus longtemps, soit depuis presque 200 ans, c-à-d depuis la fin des guerres napoléoniennes) et que la taille de l'armée luxembourgeoise lui empêche d'envisager ce type de rôle.

Dans tous les pays, les rôles de socialisation et d'intégration de l'armée sont les moins cités, de même que le rôle de symbole de l'unité nationale. En ce qui concerne le rôle postmoderne par excellence des forces armées, à savoir le maintien et le rétablissement de la paix, les pourcentages de citations varient entre un minimum de 60 % en Autriche et un maximum de 89 % en Grèce et en Irlande. Dans quatre pays (le Luxembourg, la France, la Finlande et la Suède), le pourcentage de personnes déclarant spontanément que l'armée ne sert à rien atteint ou dépasse 10 %.

3.1.3 LA CONFIANCE DANS L'ARMÉE

Selon Burk et Moskos (1994), dans nos sociétés postmodernes, les attitudes du public envers leurs forces armées seraient caractérisées par le scepticisme et/ou l'apathie. La défense ne constitue en effet plus une priorité pour les gens. Dans les sondages Eurobaromètres, par exemple, l'éducation, la santé, la lutte contre le crime, la lutte contre le chômage, etc. sont considérés comme des objectifs beaucoup plus prioritaires.¹⁴ De nouveau, il faudrait en trouver

¹⁴ Voir notamment l'Eurobaromètre n° 44 Méga et Manigart (1998).

la raison dans le fait qu'avec la disparition de l'Union soviétique, l'Occident a perdu son ennemi privilégié. Le risque est devenu diffus, donc moins visible. Les missions humanitaires et de maintien de la paix, de par leur nature même, sont également moins spectaculaires qu'un conflit conventionnel. La conséquence en est que, toutes choses étant égales, l'armée devient moins visible (la suppression du service militaire renforce encore cette tendance) et moins centrale dans l'opinion des gens.

D'autres auteurs,¹⁵ par contre, sont d'avis qu'avec la réorientation des missions des armées postmodernes vers le maintien de la paix et l'humanitaire, la popularité de celles-ci aurait plutôt tendance à être plus élevée qu'à l'époque de la guerre froide. Les opérations de soutien de la paix, décidées le plus souvent pour garantir la stabilité et venir en aide à des populations en souffrance, sont en effet regardées par l'opinion publique comme des causes nobles, même si, à long terme, ce type d'opérations peut s'avérer plus difficile à légitimer, particulièrement si elles impliquent des pertes et/ou ont des mandats peu clairement définis.

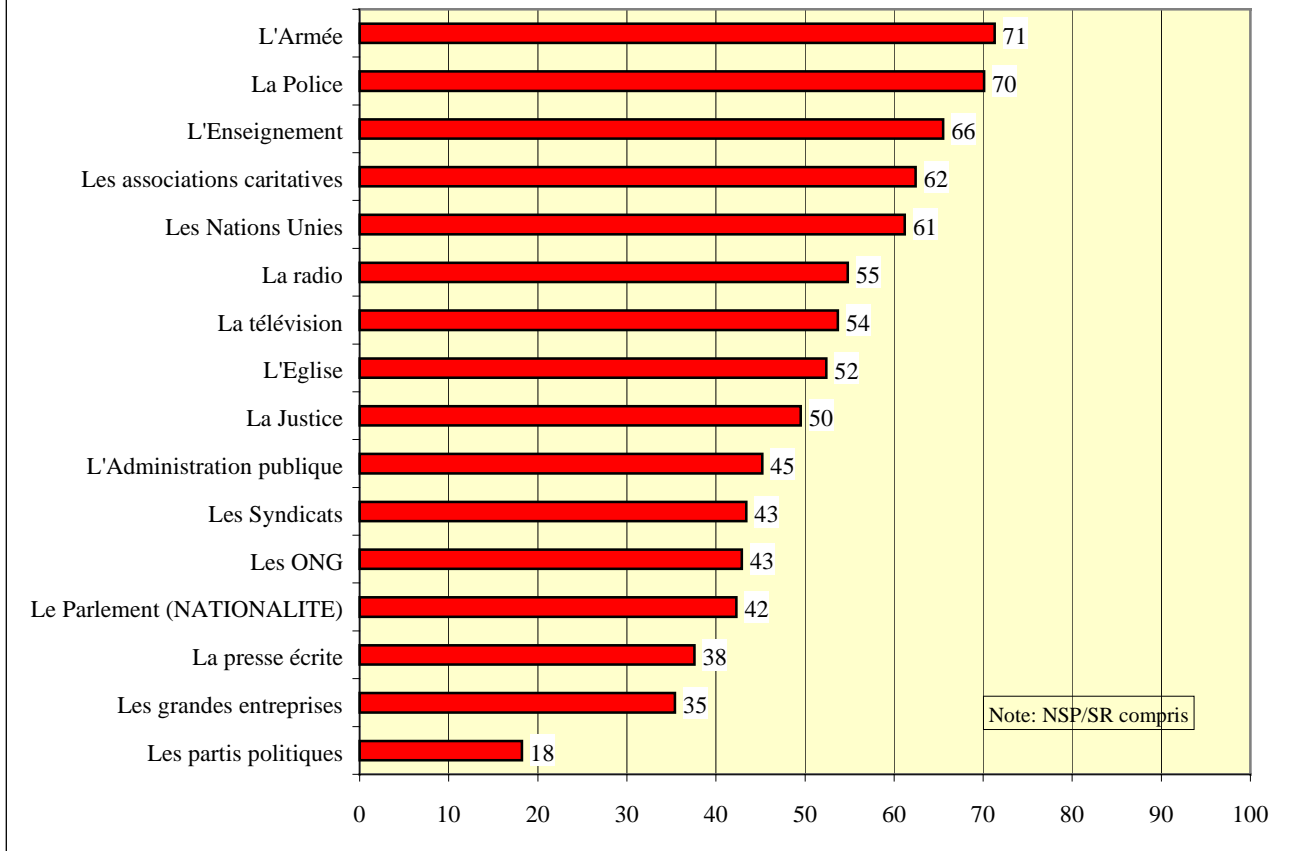
Où en est la confiance dans les institutions militaires nationales, particulièrement par rapport aux autres institutions ? C'est ce que nous avons voulu savoir en reprenant, sous une forme légèrement modifiée, une question qui avait déjà été posée à deux reprises (en 1997 et 1999).¹⁶

Ainsi que le montre le graphique 3, l'armée est, parmi 16 institutions sur lesquelles les répondants avaient à se prononcer, celle dans laquelle ils ont le plus confiance, ce qui tendrait plutôt à supporter la deuxième hypothèse. Plus de sept Européens sur dix (71 %) disent en effet avoir plutôt confiance dans l'armée. Une autre institution, chargée, elle, non plus de la sécurité extérieure mais de la sécurité intérieure, à savoir la Police, arrive en deuxième position avec 70 % de "plutôt confiance". En bas de classement, on trouve les partis politiques (18 %), les grandes entreprises (35 %) et la presse écrite (38 %). On remarquera, à ce propos, que les Européens semblent avoir beaucoup plus confiance dans la presse audiovisuelle que dans la presse écrite (55 % pour la radio et 54 % pour la télévision).

¹⁵ Voir notamment, Boëne et Dandeker (2000), Manigart et Marlier (1996) et Van der Meulen (2000).

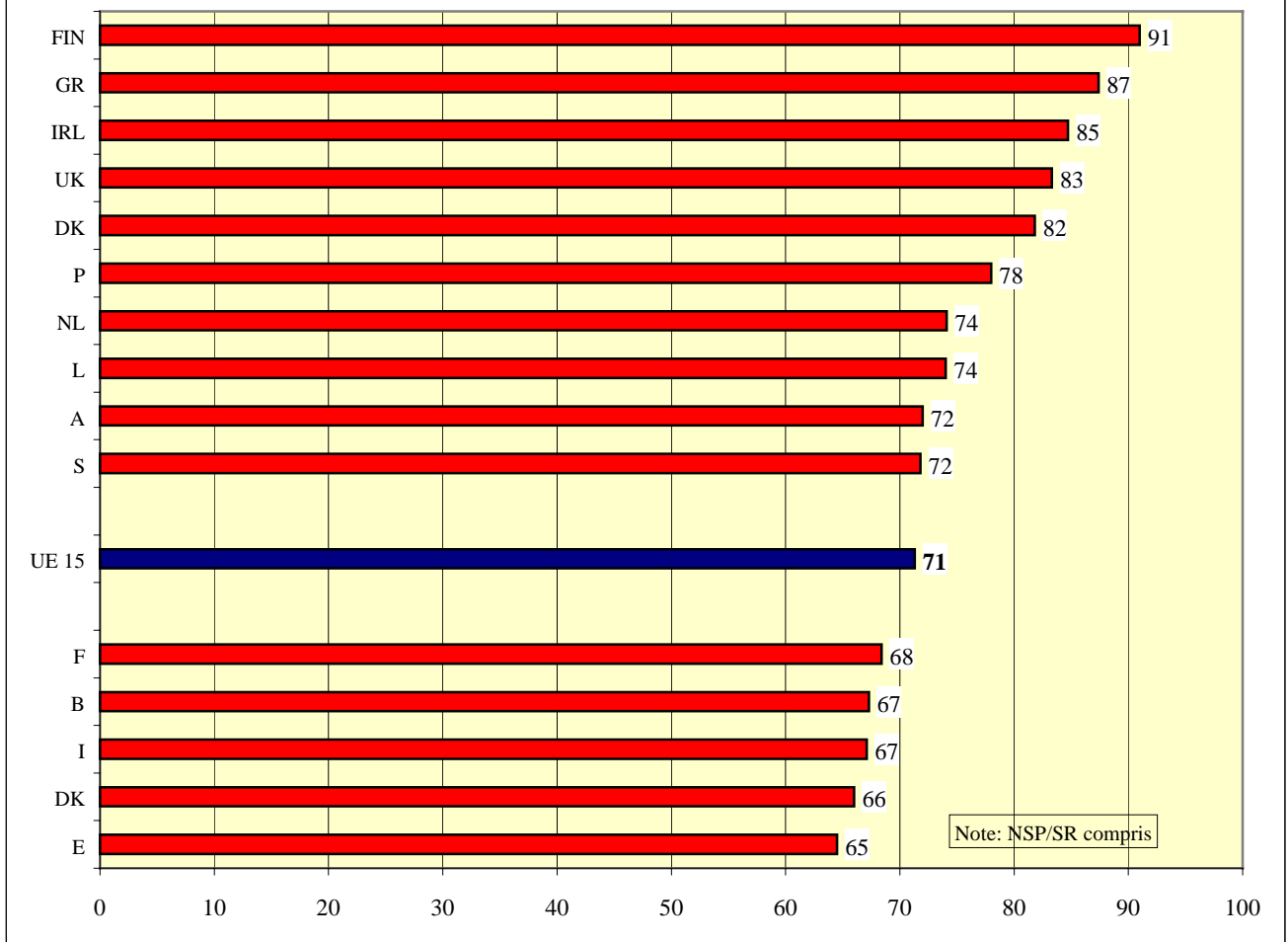
¹⁶ La question était: "Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance qu'inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ?"

Graphique 3: Confiance des Européens dans 16 institutions
 (% "plutôt confiance" EU 15)



Assez étonnamment, le taux de confiance envers les organisations bénévoles caritatives est nettement plus élevé que celui envers les organisations non gouvernementales, alors qu'en fait, il s'agit essentiellement du même genre d'organisation. L'explication de cette importante différence de pourcentages est vraisemblablement d'ordre sémantique. D'une part, beaucoup de personnes ne savent apparemment pas ce que c'est qu'une ONG (le pourcentage de "NSP" est nettement plus élevé que pour les autres institutions, à savoir 26 % au niveau de l'UE). D'autre part, il se peut que, pour certaines personnes, la simple mention de l'adjectif "gouvernemental" renvoie à quelque chose en quoi ils n'ont guère confiance.

**Graphique 4: Confiance des Européens dans leur armée
(% "plutôt confiance" par pays)**



Si l'on regarde maintenant la distribution de la confiance envers l'armée dans les différents pays de l'Union européenne (graphique 4), on constate premièrement que, dans les 15 pays, le taux de confiance est supérieur à 60 %. C'est en Espagne qu'il est le moins élevé (65 %) et en Finlande qu'il l'est le plus (91 %). Outre l'Espagne, quatre autres pays ont un taux de confiance dans l'armée inférieur à la moyenne européenne, à savoir le Danemark (66 %), l'Italie (67 %), la Belgique (67 %) et la France (68 %). L'armée arrive en tête dans quatre pays, à savoir la Grèce (87 %), le Royaume-Uni (83 %), le Portugal (78 %) et les Pays-Bas (74 %).

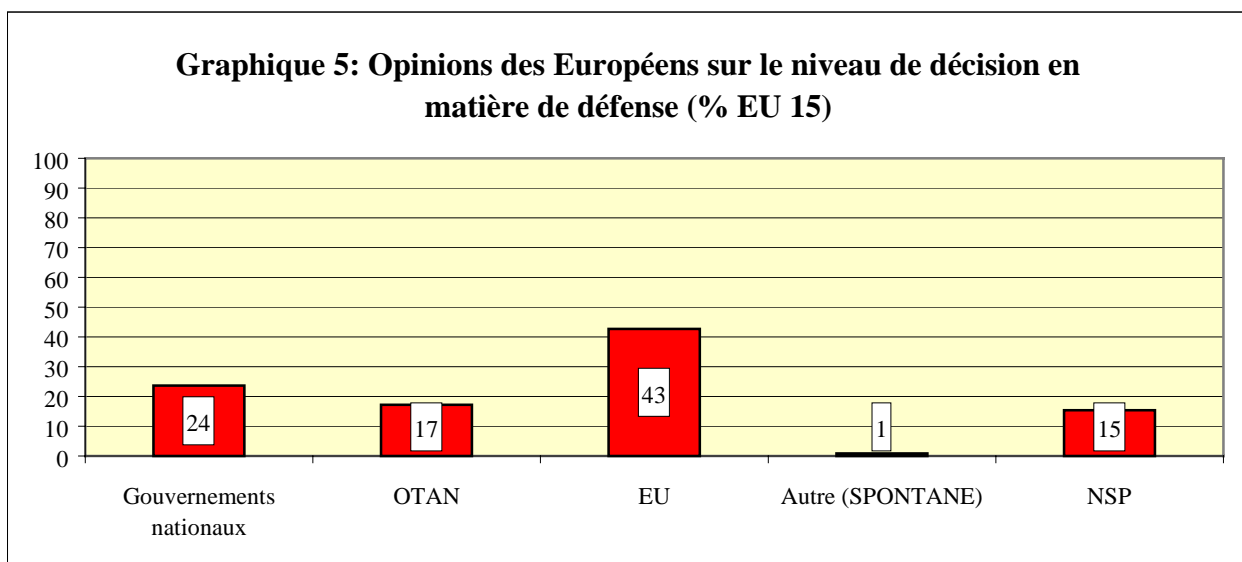
Au niveau de l'Union européenne, la confiance dans l'armée tend à augmenter avec l'âge (comme d'ailleurs la confiance dans toutes les institutions mentionnées) et est nettement plus élevée parmi les 55 ans et plus (77 %) que parmi les 15-39 ans (68 %) et les 40-54ans (71 %). Plus on est instruit, moins on tend à avoir confiance dans l'armée (et dans les autres institutions):

on passe en effet de 76 % de confiance chez ceux qui ont quitté l'école avant 15 ans à 68 % chez ceux qui ont terminé leurs études après 20 ans.

3.2 LA POLITIQUE DE SECURITE ET DE DEFENSE COMMUNE

Que pensent les Européens de la politique de sécurité et de défense commune ? Dans quelle mesure partagent-ils l'objectif d'une plus grande intégration dans ce domaine ? Afin de pouvoir répondre à ces interrogations, deux questions ont été posées dans le cadre de cet Eurobaromètre spécial Défense européenne. La première concernait le niveau où devraient être prises les décisions en matière de politique européenne de défense; la deuxième, la manière dont ces décisions devraient être prises en cas d'intervention militaire.

3.2.1 NIVEAU DE DECISION EN MATIERE DE POLITIQUE EUROPEENNE DE DEFENSE



Plus de quatre Européens sur dix (43 %) sont d'avis que les décisions concernant la politique européenne de défense devraient être prises par l'Union européenne (graphique 5).¹⁷ Ils ne sont que 17 % à penser que ce devrait être l'OTAN et 24 % les gouvernements nationaux.

¹⁷ La question était: " Selon vous, les décisions concernant la politique européenne de défense devraient-elles être prises par les gouvernements nationaux, l'OTAN ou l'Union européenne ?" (UNE SEULE REPONSE)

Ce sont les Italiens qui sont les plus nombreux, et de loin (63 %), à penser que les décisions concernant la politique européenne de défense devraient être prises par l'Union européenne. Suivent les Français (56 %) et les Luxembourgeois (53 %). La Belgique, un autre des six pays fondateurs de la Communauté européenne, se situe également au-dessus de la moyenne européenne en ce domaine (49 %). Par contre, les deux autres pays fondateurs, les Pays-Bas et l'Allemagne, sont plus divisés: 40 % et 38 % respectivement de leurs citoyens choisissent l'Union européenne. Les trois pays les moins pro-européens (avec des pourcentages inférieurs à 30 %) sont le Royaume Uni (22 %), le Danemark (27 %) et l'Irlande (29 %).

L'Irlande et le Royaume-Uni, deux îles, sont les seuls pays où une pluralité de répondants met nettement en première place leur propre gouvernement national avec 36 % et 31 % des réponses respectivement. Les Finlandais et les Autrichiens (deux pays "non alignés" pendant la guerre froide), quant à eux, hésitent entre leur propre gouvernement (42 % et 36 % respectivement) et l'Union européenne (41 % et 36 %). Dans tous les autres pays, à l'exception du Danemark, l'Union européenne arrive en tête. Le Danemark, lui, est le seul pays où l'OTAN arrive nettement en première place (40 % contre 27 % pour l'Union européenne et 27 % pour leur gouvernement national). Les pourcentages de personnes sans avis oscillent entre un minimum de 7 % au Danemark et un maximum de 22 % au Portugal.

Assez logiquement les répondants qui estiment que le fait pour leur pays de faire partie de l'Union est une bonne chose sont plus de deux fois plus nombreux que ceux qui pensent que c'est une mauvaise chose, à être d'avis que les décisions en matière de défense européenne devraient être prises au niveau de l'Union européenne (54 % contre 25 % pour l'ensemble de l'UE). Il en va également de même pour ceux qui pensent que les pays membres de l'Union devraient avoir une politique de sécurité et de défense commune (52 % contre 21 % chez ceux qui sont contre).¹⁸

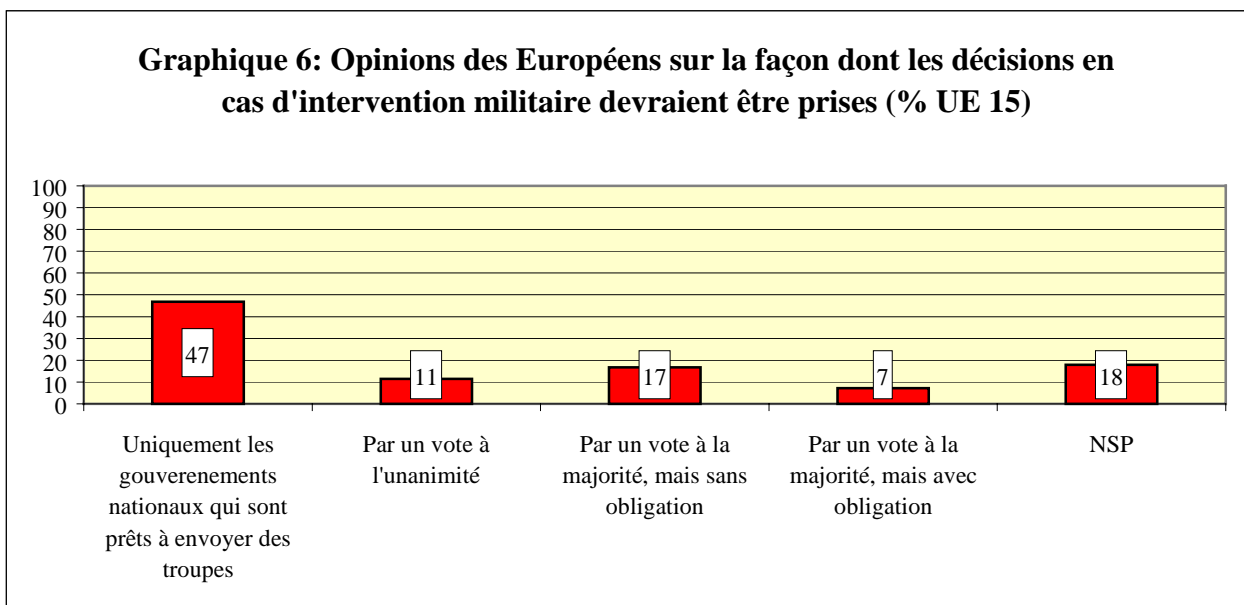
Au niveau de l'Union européenne, on remarque que le pourcentage de répondants qui pensent que les décisions en matière de défense devraient être prises par l'Union européenne augmente avec le niveau d'instruction: on passe en effet de 35 % parmi ceux qui ont terminé leurs études avant 15 ans à 49 % parmi ceux qui ont étudié jusqu'à 20 ans ou plus. A l'inverse, moins on est instruit, plus on choisit le gouvernement national (de 19 % parmi ceux qui ont étudié jusqu'à 20 ans ou plus à 27 % parmi ceux qui ont terminé avant 15 ans). Les personnes

¹⁸ Il s'agit de deux questions trend posées dans les Eurobaromètres standard et qui ont été posées parallèlement dans l'EB 54.1.

considérées comme des leaders d'opinion sont nettement plus nombreuses que les autres à penser que le niveau de décision approprié devrait être l'Union européenne.

3.2.2 MECANISME DE PRISE DE DECISION EN CAS D'INTERVENTION MILITAIRE

La question précédente traitait du niveau désiré pour les décisions en matière de politique de défense européenne. La question suivante part, elle, de l'hypothèse qu'une politique européenne de sécurité et de défense commune s'est mise en place. Supposons alors qu'une décision de principe soit prise d'envoyer des troupes dans le cadre d'une crise hors de l'Union européenne. Dans ce cas, qui devrait prendre la décision ?¹⁹



Près d'un Européen sur deux (47 %)(graphique 6) estime que c'est aux gouvernements des pays prêts à envoyer des troupes à décider. L'option qui, dans la question, représente la solution la plus "fédéraliste", à savoir un vote à la majorité contraignant, arrive en dernière position avec seulement 7 %. Autrement dit, entre le souhait diffus d'une défense européenne et l'opérationnalisation d'une telle politique, il existe encore un fossé non négligeable.

¹⁹ Pour une facilité de compréhension, la question était subdivisée en deux sous-questions: a) "Dans le cadre d'une politique européenne de sécurité et de défense commune, qui, selon vous, devrait prendre les décisions en cas d'intervention militaire, uniquement les gouvernements des pays qui sont prêts à envoyer des troupes ou tous les pays membres de l'Union européenne ensemble ?" b) "(SI UNION EUROPÉENNE EN Q.5.a) De quelle façon ces décisions devraient-elles être prises ?"

A l'exception de l'Italie où les avis sont assez également partagés entre l'option nationale et le vote à la majorité non contraignant, l'option nationale l'emporte largement dans tous les pays de l'Union européenne. C'est particulièrement le cas au Royaume-Uni et au Portugal (58 %), en Autriche (56 %) et en Espagne (53 %) où les pourcentages en faveur d'une décision purement nationale dépassent les 50 %. A l'opposé, l'option la plus radicale ne dépasse les 10 % que dans trois pays, tous membres du noyau fondateur de l'Union, à savoir l'Italie (13 %), la Belgique et la France (12 % chacun).

Le nombre d'indécis est également relativement à fort important puisqu'il varie entre un minimum de 4 % en Grèce (le seul pays où il est inférieur à 10 %) et un maximum de 23 % en Italie. Ceci reflète, sans aucun doute, la complexité et l'opacité des mécanismes de prise de décision européens pour beaucoup de citoyens.

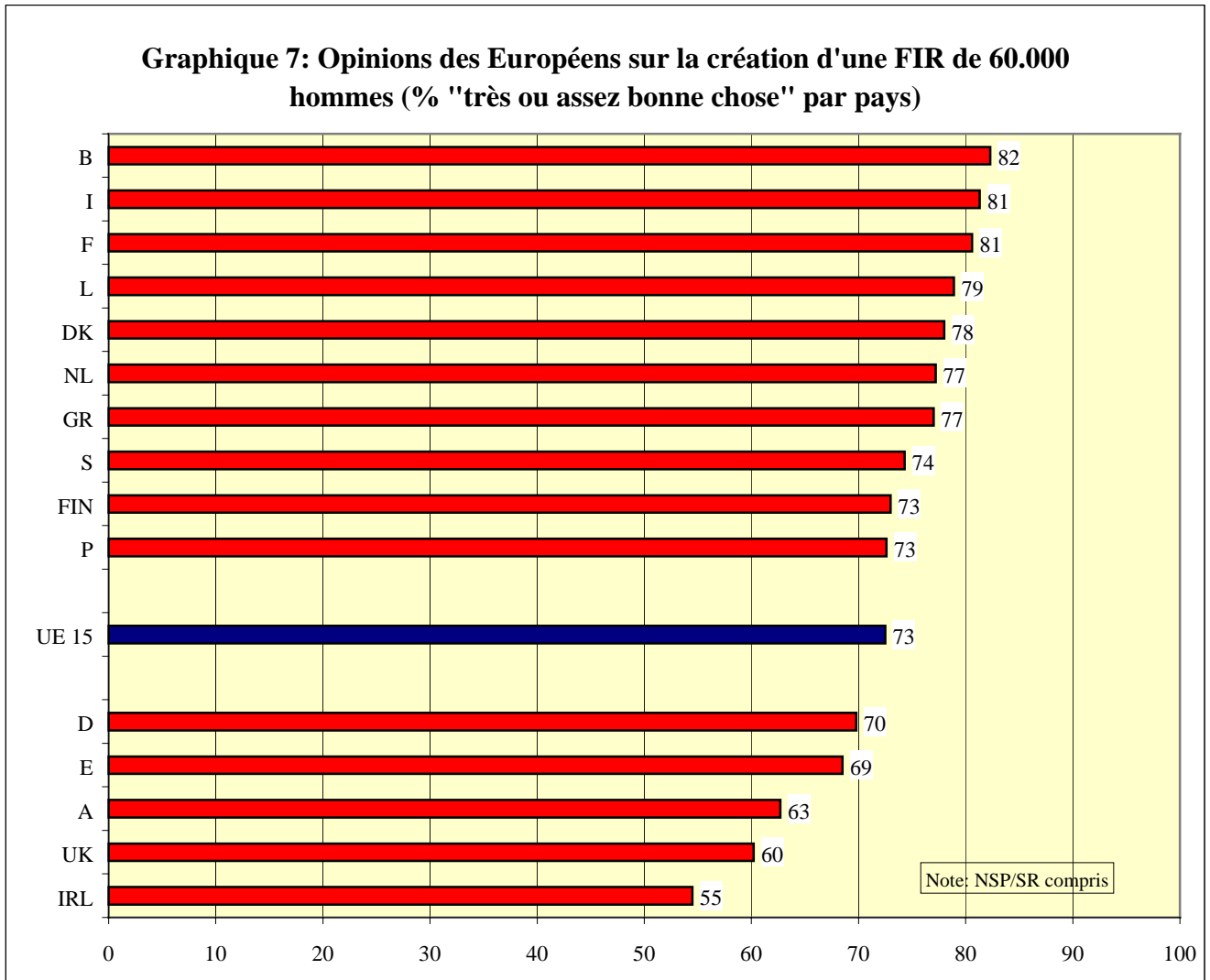
3.3 UNE ARMEE EUROPEENNE

Les trois dernières questions de l'enquête avaient pour but d'analyser, non plus les opinions des Européens à l'égard d'une politique de sécurité et de défense commune en général, mais plus spécifiquement leurs opinions sur la création d'une armée européenne et notamment sur la forme que celle-ci devrait prendre et les rôles qu'elle devrait avoir.

3.3.1 LA MISE EN PLACE D'UNE FORCE D'INTERVENTION RAPIDE

Les 3-4 juin 1999, le Conseil européen d'Helsinki, confirmant ses positions de Cologne, décidait la création, d'ici 2003, d'une force de réaction rapide de 50-60.000 hommes capable de pouvoir se déployer endéans 60 jours et pour une durée d'au moins un an. Cette force devrait pouvoir être à même de couvrir tout le spectre des missions dites de Petersberg (humanitaires, d'évacuation, de maintien et de rétablissement de la paix). Que pensent les Européens de cette décision ? C'est ce qu'on leur a demandé.²⁰

²⁰ La question était: "Récemment, l'Union européenne a décidé de mettre sur pied une force d'intervention rapide de 60.000 hommes. Vous, personnellement, pensez-vous que c'est une très bonne chose, une assez bonne chose, une assez mauvaise chose ou une très mauvaise chose ?"



Comme le montre le graphique 7, plus de sept Européens sur dix (73 %) pensent que la création d'une force d'intervention rapide de 60.000 hommes est une très bonne (23 %) ou une assez bonne chose (50 %). 16 % ne se prononcent pas. Autrement dit, seule une très petite minorité de répondants (14 %) ne sont pas d'accord avec cette initiative.

Dans tous les pays de l'Union, plus de la moitié des répondants estime que la création de cette force d'intervention rapide est une très bonne ou assez bonne chose. Dans trois pays, membres fondateurs de l'Europe des Six, à savoir la Belgique, l'Italie et la France, les pourcentages dépassent même les 80 % d'approbation. Dans deux des autres six pays fondateurs, le Luxembourg et les Pays-Bas, les pourcentages de répondants qui estiment cette initiative une très ou assez bonne chose sont respectivement de 79 % et 77 %. Parmi les Six, il n'y a qu'en Allemagne que le taux d'approbation (70 %) est en-dessous de la moyenne européenne (73 %).

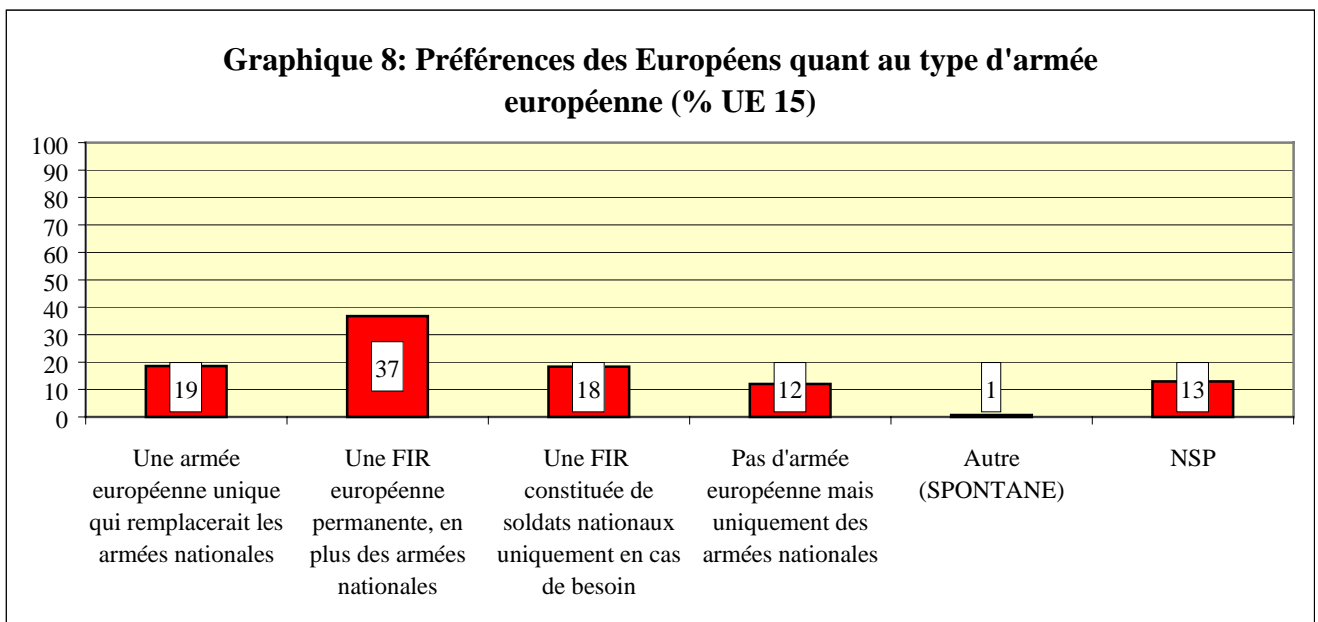
Les trois pays qui sont, relativement parlant, les moins enthousiastes à l'égard de cette initiative sont l'Irlande (55 %), le Royaume-Uni (60 %) et l'Autriche (63 %).

Toutefois, il convient de noter que, non seulement le pourcentage de personnes qui n'ont pas d'opinion à ce sujet est assez élevé en moyenne (16 % au niveau de l'ensemble de l'UE), mais aussi qu'il varie assez fortement d'un pays à l'autre: on passe en effet d'un minimum de 6 % au Danemark à un maximum de 34 % en Irlande.

Comme on pouvait s'y attendre, ceux et celles qui sont pour que l'Union européenne ait une politique de sécurité et de défense commune sont nettement plus nombreux (près de deux fois plus) à estimer que la création d'une force d'intervention rapide est une bonne chose (82 % contre 49 %). Il en va de même de ceux et celles qui pensent que le fait pour leur pays de faire partie de l'Union est une bonne chose par rapport à ceux qui pensent le contraire (83 % contre 53 %).

3.3.2 LE TYPE D'ARMEE EUROPEENNE

On a également demandé aux Européens quel type d'armée européenne il serait souhaitable d'avoir.²¹



²¹ La question était: "Dans le cadre d'une politique européenne de sécurité et de défense commune, que serait-il souhaitable d'avoir ?"

Comme le montre le graphique 8, la solution que préfèrent les Européens est celle d'une force d'intervention rapide (FIR) européenne permanente, en plus des armées nationales (37 %). La proposition qui correspond au plus près à la solution retenue lors du Conseil européen d'Helsinki, à savoir "une force d'intervention rapide européenne constituée de soldats nationaux uniquement en cas de besoin" est choisie par 18 % des répondants. Près de deux répondants sur dix (19 %) seraient favorables à la création d'une véritable armée européenne intégrée qui remplacerait les armées nationales. A l'opposé de l'échelle, il n'y a que 12 % d'Européens pour ne pas souhaiter du tout d'armée européenne, sous quelque forme que ce soit. Autrement dit, plus de sept Européens sur dix (73 %) sont conscients que le temps des armées purement nationales en Europe est révolu et qu'une telle solution ne répond plus aux défis auxquels l'Union européenne est, et sera, de plus en plus confrontée dans le futur. Ils souhaitent donc la mise en place, sous une forme ou sous une autre, d'une force supranationale européenne.

Il est remarquable de noter que, dans les quinze pays de l'Union européenne, certes parfois d'une courte tête, l'option d'une force d'intervention rapide européenne permanente, en plus des armées nationales, qui est également l'étape suivante que plusieurs gouvernements appellent de leurs vœux pour la mise en place d'une politique de sécurité et de défense commune crédible, est l'option qui obtient le plus de suffrages. Au Luxembourg, ils sont même un sur deux. En Grèce (48 %), en France (44 %), en Italie (41 %) et en Belgique (40 %), les pourcentages atteignent ou dépassent les 40 %.

En bémol, il faut toutefois noter que, dans les trois pays nordiques (Danemark, Finlande et Suède) ainsi qu'en Irlande et au Royaume-Uni, l'option maximaliste, c-à-d une armée européenne unique qui remplacerait les armées nationales est celle qui recueille le moins de suffrages.

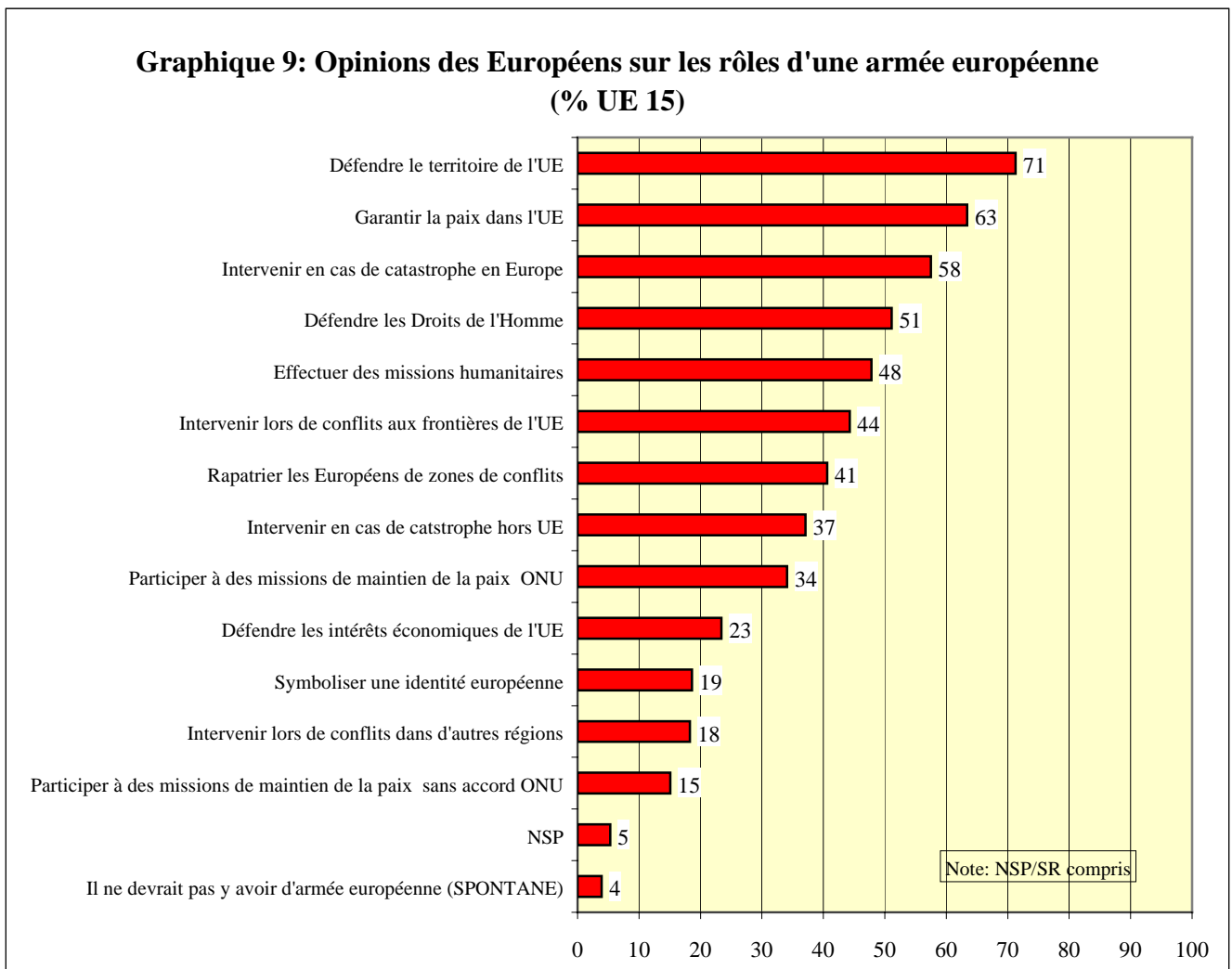
Parmi les plus favorables à la mise en place d'une armée européenne, sous une forme ou sous une autre, on retrouve à nouveau cinq des six pays fondateurs de l'Union. Plus de huit Belges sur dix, d'Italiens, de Néerlandais (81 % dans les trois cas) et de Français (80 %) ainsi que 79 % des Luxembourgeois préféreraient en effet voir une telle solution se mettre en place.

Naturellement, au niveau de l'ensemble de l'Union européenne, ceux qui sont plutôt pro-européens en général et qui sont favorables à une PESC en particulier sont nettement plus nombreux que les autres à souhaiter voir se mettre en place une armée européenne, sous une forme ou sous une autre. Les pourcentages sont en effet de 83 % parmi ceux qui estiment que le

fait pour leur pays de faire partie de l'Union européenne est une bonne chose contre 58 % parmi ceux qui pensent que c'est une mauvaise chose et de 83 % parmi ceux qui pensent que les pays membres de l'Union devraient avoir une politique de sécurité et de défense commune contre 53 % parmi ceux qui sont contre.

3.3.3 LES ROLES D'UNE ARMÉE EUROPEENNE

On a vu à la section 2.2 quels étaient les rôles que les Européens pensaient que les armées en général (c-à-d nationales) devaient remplir. Mais qu'en est-il des rôles d'une future armée européenne ? Sont-ce les mêmes ou y a-t-il une sorte de division du travail ? On leur a donc posé la question.²²



²² La question était: "L'Union européenne a décidé de mettre en place une politique de sécurité et de défense commune. Parmi les fonctions suivantes possibles d'une armée européenne, à quoi, selon vous, devrait-elle servir ?"

Plus de sept Européens sur dix (71 %) sont d'avis qu'une armée européenne devrait servir à défendre le territoire de l'Union européenne, y compris leur pays (graphique 9). Autrement dit, le rôle qui recueille le plus de suffrages est une extension au niveau de l'Union du rôle traditionnel des Forces armées, à savoir la défense de la nation. On se souviendra que c'était déjà là le rôle le plus souvent cité par les répondants en ce qui concerne le rôle d'une armée en général (94 %).

En deuxième position avec 63 % de citations, vient "garantir la paix dans l'UE". Vient ensuite l'aide en cas de catastrophe naturelle, écologique ou nucléaire en Europe (58 %). Ce type de mission venait en deuxième position (91 %) en ce qui concerne le rôle d'une armée en général. Plus de cinq Européens sur dix (51 %) citent la défense des Droits de l'Homme parmi les fonctions que devrait avoir une armée européenne.

Les missions dites de Petersberg (humanitaires, d'évacuation, de maintien et de rétablissement de la paix) sont loin de recueillir le soutien enthousiaste des citoyens européens. Elles sont en effet toutes citées par moins d'un Européen sur deux. Autrement dit, il reste un chemin important à faire par les gouvernements de l'Union européenne pour convaincre leurs citoyens de l'importance pour l'Union de ces nouvelles missions et d'ainsi accroître leur légitimité. Trois d'entre elles recueillent toutefois les suffrages d'un peu plus de quatre Européens sur dix. Il s'agit, par ordre décroissant, des missions humanitaires (48 %), des interventions lors de conflits aux frontières de l'Union (44 %) et du rapatriement d'Européens qui se trouvent dans des zones de conflit (41 %).

Les répondants font une différence assez nette (du simple au double) entre la participation à des missions de maintien de la paix hors de l'Union, sans avoir besoin de l'accord de l'ONU d'une part (ex: Kosovo)(15 %) et celles décidées par l'ONU (casques bleus) d'autre part (34 %). Dans le même ordre d'idée, seulement un peu moins de deux Européens sur dix (18 %) estiment que ce devrait être le rôle d'une armée européenne d'intervenir lors de conflits dans d'autres régions du monde que l'Union européenne.

Dans tous les pays de l'Union à l'exception de l'Irlande et du Royaume-Uni, on retrouve les deux mêmes missions aux deux premières places, mais parfois dans un ordre différent, à savoir la défense du territoire de l'Union européenne et garantir la paix dans l'Union européenne. En Irlande et au Royaume-Uni, le deuxième rôle cité est la défense des Droits de l'Homme avec 52 % et 49 % des suffrages respectivement. On notera toutefois que, dans ces deux pays, la

différence de pourcentages avec la 3ème mission, à savoir garantir la paix dans l'UE, est très faible (2 points).

Dans les trois pays nordiques, ainsi qu'en Grèce, garantir la paix dans l'Union européenne recueille soit le plus grand nombre de suffrages ou un nombre presque égal à celui pour la défense du territoire de l'Union.

Si l'on s'intéresse maintenant aux trois missions dites de Petersberg les plus souvent citées comme devant être un des rôles d'une armée européenne, à savoir effectuer des missions humanitaires, intervenir lors de conflits aux frontières de l'Union européenne et rapatrier les Européens qui se trouvent dans des zones de conflit, on constate des différences d'opinions assez importantes entre pays. La légitimité de ces missions est, par exemple, nettement plus grande dans les six pays fondateurs: les pourcentages de citations se situent en effet systématiquement au-dessus de la moyenne européenne, à l'exception de l'Allemagne en ce qui concerne les interventions lors de conflits aux frontières de l'Union, un sujet encore fort sensible dans ce pays.

4 CONCLUSION

De cette première enquête jamais réalisée auprès d'échantillons représentatifs de l'ensemble des 15 pays de l'Union européenne sur le thème de la politique de sécurité et de défense commune, il ressort que si le soutien que l'on pourrait qualifier d'affectif²³ à l'idée d'une défense européenne est assez large dans la plupart des pays, ce soutien est également assez vague et peu profond. D'une part en effet, le nombre de citoyens européens qui n'ont pas d'avis sur ce sujet, certes assez complexe et éloigné de leurs préoccupations quotidiennes, est souvent assez élevé. D'autre part, si les Européens sont majoritairement favorables à la mise en place d'une défense européenne, sous une forme ou sous une autre, c-à-d d'une politique et d'une organisation qui ne soient plus strictement nationales, ils sont, par contre, loin d'être favorables à une politique de défense réellement intégrée. Ils ne sont en effet que 7 % à être d'avis que la décision d'envoyer des troupes dans le cadre d'une crise hors de l'Union européenne devrait être prise par un vote à la majorité obligeant chaque état à envoyer des troupes et que 12 % à souhaiter une armée européenne unique qui remplacerait les armées nationales.

²³ Handley (1975), suivant en cela Easton (1965), définit le soutien affectif comme une orientation émotionnelle et diffuse positive envers une institution. Ce type de soutien est lié à la notion de légitimité et de loyauté envers cette institution. Il l'oppose au soutien utilitaire qui implique, lui, une analyse coûts-bénéfices sur la base d'intérêts concrets.

De manière assez systématique, les opinions publiques des six pays fondateurs de la Communauté européenne (et plus particulièrement encore les Belges, les Italiens et les Luxembourgeois et les Français), à l'exception peut-être de l'Allemagne sur certains points, se montrent les plus favorables à une politique de sécurité et de défense commune et à l'idée d'une armée européenne. A l'opposé, on trouve le plus souvent le Royaume-Uni. Ce schéma est d'ailleurs loin d'être propre à ce domaine politique.²⁴

Autrement dit, si on ne peut pas réellement parler de convergence des opinions publiques européennes en matière de politique de sécurité et de défense commune, ces opinions sont souvent, mais pas toujours, fortement corrélées à celles de leurs gouvernements respectifs. Quant à la question de savoir dans quel sens va la relation, à savoir sont-ce les opinions publiques qui influencent les positions des gouvernements nationaux ou le contraire, ce sondage transversal ne permet pas d'y répondre.

5 REFERENCES

- BOENE, B, C. DANDEKER, J. KUHLMAN et J. VAN DER MEULEN (2000), *Facing Uncertainty: The Swedish Military in International Perspective*. Report n° 2. Karlstad, Swedish National Defence College.
- BURK, J et MOSKOS, C. (1994), "The postmodern military", pp. 141-162 dans J. Burk (éd), *The Military in New Times: Adapting Armed Forces to a Turbulent World*. Boulder: Westview Press.
- HEISBOURG, F (éd.)(2000), *European Defence: Making It Work*. Chaillot Papers 42: Paris: Institut d'Etudes de Sécurité.
- DALTON, R.J. (1988), *Citizen Politics in Western Democracies: Public Opinion and Political Parties in the United States, Great Britain, West Germany and France*. Chatham: Chatham House Publishers.
- DANDEKER, C (1999), "Flexible forces for the twenty-first century", dans A. Weibull et C. Dandeker (éds), *Facing Uncertainty*, Report n° 1. Karlstad, Swedish National Defence College
- DANDEKER, C (2000), "International security and its impact on national defence roles", pp. 107-128 dans B. Boëne, C. Dandeker, J. Kuhlman et J. Van der Meulen, *Facing Uncertainty: The Swedish Military in International Perspective*. Report n° 2. Karlstad, Swedish National Defence College.
- EASTON, D. (1965), *A Systems Analysis of Political Life*. Londres: John Wiley and Sons.
- GLYNN, C., S. HERBST, B. O'KEEFE et R. SHAPIRO (1999), *Public Opinion*. Boulder: Westview Press.
- HANDLEY, D.H. (1975), *Public Support for European Integration*. Université de Genève, thèse de doctorat.
- KALDOR, M. (1999), *New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*. Stanford: Stanford University Press.
- MANIGART, P. (1986), "Les relations interorganisationnelles dans le domaine de la défense nationale", dans *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, n° 1111-1112.
- MANIGART, P. (1998), "L'opinion publique belge et la politique de défense", dans *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, n° 1595.
- MANIGART, P. et E. MARLIER (1993), "European public opinion on the future of its security", pp. 335-52 dans *Armed Forces and Society*, vol. 19, n° 3.

²⁴ C'est, par exemple, également le cas en ce qui concerne le soutien à l'Euro. Voir Eurobarmètre 54.1 standard.

- MANIGART, P. et E. MARLIER (1996), "New roles and missions, army image and recruitment prospects: the case of Belgium", pp. 7-26 in P. Manigart (éd.)(1996), *Future Roles, Missions and Structures of Armed Forces in the New World Order: The Public View*. New York: Nova Science Publishers.
- ROKKAN, S. (éd.)(1960) "Citizen participation in political life", pp. 7-99 dans *International Social Science Journal* 12 (numéro spécial).
- SHAW, M. (1991), *Post-Military Society: Militarism, Demilitarization and War at the End of the Twentieth Century*. Philadelphia: Temple University Press.
- SHAW, M. (1996), *Civil Society and Media in Global Crises: Representing Distant Violence*. Londres: Pinter.
- VAN DER MEULEN, J. (2000), "Armed forces in post-modern societies: the complexity of civil-military trends", pp. 41-58 dans B. Boëne, C. Dandeker, J. Kuhlman et J. Van der Meulen, *Facing Uncertainty: The Swedish Military in International Perspective*. Report n° 2. Karlstad, Swedish National Defence College.